



25

25

25

COMMUNE.—
l'ai fait pacager
qui borde une
ng de la route il
le branches, mes
bitude de fran-
s dernièrement
aient franchi la
trées dans un
staïre du champ
ches et les a en-
e cultivateur ait

étend qu'il a eu
que ses vaches
n'a pu les traire
l'autre côté, le
e grain réclame
ce que les ani-
et ont quelque

e le propriétaire
aucune clôture à
obligé.

s le présent cas,
le la faute com-
notre correspon-
oir pas construit
clôture suffisante
ler ses animaux;
étaïre du champ
it sa clôture bien
ne peut se plain-
subits, puisqu'il
porter si la clô-
ment construite.
il y a faute com-
s intéressés doit
er les dommages
is sommes d'opi-
stice devant qui
se renverrait les
partie payant ses

ge 709)

NOU-
LUMIERE

moins chère que
ctricité

accordé, par le Gou-
lumièr du nom de
ampe brûlant seule-
n ordinaire. Cette
l'huile, faisant une
e comme un manteau
forte, douce et très

que 6% d'huile avec
vement économique.
yer sans odeur, sans
use.

Craig-ouest désire
fre un plan de vente
fre même une lampe
remier en fera usage
ra à introduire cette

ontinental

se comme le nôtre
s doit être pris en
s'agit d'un voyage
istance de Mont-
e Chemin de Fer
nilles—un voyage
e jours constans
les conditions de
oyage a bord du
eut être envisagé
été oublié pour
e à bord du train:
es sont aménagées
vous assurent des
s. Les wagons
amment pourvus
de livres choisis,
rnisent un service
Le "Continental"
à 10.15 p.m. tous
r Ottawa, North
ipeg, Saskatoon,
r. De Québec le
it à Montréal par
t de la Gare du
Cochrane par "Le
tant la Gare du
lundis, mercredis
ipeg le raccorde
les centres impor-
nada. Pour plus
prière de s'adresser
10 rue Ste-Anne,
importe lequel des
Fer National du

LA LOI POUR TOUS

Suite de la page 708)

COURS D'EAU.—(Réponse à F. G.)
—Q. Nos terres s'égouttent naturel-
ment sur une terre voisine qui est située
dans le rang voisin, cette eau passe sur
cette terre depuis au-delà de trente ans,
c'est-à-dire aussi longtemps que le ter-
rain n'a pas changé de propriétaire; à un
certain moment, cette terre fut vendue
et l'acquéreur a comblé le cours d'eau qu'il
nous faudrait faire des travaux considé-
rables pour conduire notre eau dans sa
ligne.

Avons-nous le droit d'exiger que le
cours d'eau soit remis dans le même état
qu'il était dans le passé?

R. La première question sur laquelle
nous attirons l'attention de notre corres-
pondant, c'est qu'il n'y a pas de servitude
sans titre. C'est-à-dire que l'existence
d'un cours d'eau sur un immeuble même
depuis au delà de trente années, ne donne
pas par prescription aux personnes qui
s'en servent le droit de continuer à s'en
servir, si le propriétaire du terrain où il se
trouve en fait la défense.

En effet, nous croyons que notre corres-
pondant se trompe lorsqu'il dit que sa
terre et celles de ses voisins s'égouttent
naturellement sur la terre voisine, puis-
qu'il parle ensuite d'un cours d'eau. Il ne
faut pas oublier que naturellement, dans
ce cas-ci veut dire que l'eau s'égoutte sans
que personne ne l'ait dirigée ni fait de rigo-
les ou de fossés pour la conduire. En
d'autres termes, l'eau doit s'écouler sans
que la main de l'homme y contribue.

Conséquemment, nous croyons pou-
voir conclure que le nouveau propriétaire
du terrain, où viennent s'égoutter les
terres voisines, a la droit de fermer le
cours d'eau qui passe chez lui, à moins
que le cours d'eau ne soit verbalisé ou
qu'il n'existe un titre enregistré per-
mettant aux voisins de s'en servir.

Nous croyons donc que notre correspon-
dant fera mieux ou lo de faire des travaux
nécessaires pour égoutter sa terre dans le
fossé de ligne, ou 20 s'il y a plusieurs inté-
ressés, de s'adresser au conseil municipal
et de demander la verbalisation du cours
d'eau qui leur est nécessaire.

CONTRAT DE VENTE.—(Réponse à
J. P.)—Q. Un individu a acheté un em-
placement, la vente s'est faite verbalement
et aucun papier n'a été passé; sur cet em-
placement sont bâties une maison et une
petite grange, mais après en avoir pris
possession, notre correspondant a placé
une étable, une laiterie et une clôture
tout le tour de l'emplacement, de plus,
l'acheteur a payé le bornage aux arpen-
teurs, afin de bien déterminer ses limites.
Le vendeur a expulsé son acheteur de
sa propriété. Est-ce que l'acheteur a des
droits sur son vendeur?

R. La question manque un peu de dé-
tail, c'est-à-dire que nous ne comprenons
pas comment l'acheteur a pu être ex-
pulsé de la propriété sans que la question
soit soumise à la Cour, et à ce moment il
était, croyons-nous, très facile à l'ache-
teur de prouver qu'il occupait cette maison
à titre de propriétaire, et qu'il en avait
payé le prix. Il est vrai que la loi de-
mande que les immeubles soient transmis
par acte ou document enregistrés, de
façon à ce que l'acheteur soit protégé non
pas tant contre son vendeur que contre les
autres personnes qui pourraient un jour
invoquer des droits sur cette propriété.

Notre correspondant devrait voir un
avocat, et lui donner tous les détails néces-
saires à sa cause, car si c'est son vendeur
qui l'a expulsé de sa propriété et non un
tiers, il peut avoir un recours contre son
vendeur et reprendre la possession qu'on
lui a enlevée. Il faudra que notre corres-
pondant soit en règle avec son vendeur
c'est-à-dire qu'il ait fait ses paiements sui-
vant les conditions établies lors de la vente.

CLOTURE ET FOSSE.—(Réponse à
J. O. F.)—Q. Notre correspondant a
acheté un acre de terre, il y a trois ans et
cette terre a été bornée et depuis notre
correspondant a obligé son voisin à faire
sa clôture et celui-ci l'a établie exacte-
ment dans la ligne; au printemps, notre
correspondant a creusé un fossé pour
égoutter sa terre le long de la clôture, et
son voisin se plaint que ce fossé aura
pour effet d'affaiblir la dite clôture.

Notre correspondant nous demande
s'il est obligé à la moitié de la dite clôture
et si le fossé qu'il a chez lui se trouve
à servir aux deux voisins?

R. Il est très clair qu'une clôture de
ligne, c'est-à-dire une clôture séparant
deux héritages, doit être construite par les
voisins pour moitié, c'est-à-dire à frais
communs, conséquemment, notre corres-
pondant devra contribuer à l'érection de
cette clôture pour sa part, s'il en est re-
quis. Quant au fossé de ligne, c'est la
même règle qui s'applique, c'est-à-dire que
chacun des voisins doit contribuer à sa
construction et à son entretien; ce fossé
doit être à une distance raisonnable de la
clôture de façon à ne pas en compromettre
la solidité.

A PARJURE.—(Réponse à L. P.)—Q.
A quelle pénalité s'expose une personne
qui se rend coupable de parjure, par exem-
ple qui assermente une déclaration qu'elle
sait être fausse?

R. Une personne qui fait une fausse dé-
claration sous serment, est passible d'être
emprisonnée après avoir été jugée par un
juge de la Cour des Sessions de la Paix,
cette condamnation est basée sur l'article
176 du Code criminel qui déclare:
"est coupable d'un acte criminel et passi-
ble de deux ans d'emprisonnement, celui
"qui dans quelques circonstances où la loi
"permet de faire une assertion ou déclara-
"tion devant un fonctionnaire autorisé par
"la loi à permettre qu'elle soit faite devant
"lui, ou devant un notaire public, fait une
"assertion ou déclaration qui, si elle est
"faite sous serment dans une procédure
"judiciaire constituerait un parjure.

Dans le cas de parjure, comme nous
l'avons dit, la plainte doit être portée
devant un Magistrat de la Cour criminelle
ou de la Session de la Paix, et la cause doit
être soumise aux jurés s'il y a lieu.

ENTRETIEN DES CHEMINS D'HIVER.
—(Réponse au même) —Q. Un ins-
pecteur de voirie a-t-il le droit de charger
pour l'entretien des chemins d'hiver, à
certains propriétaires de la municipalité
le double du prix qu'il charge à d'autres
pour le même ouvrage et dans un endroit
semblable?

R. Nous croyons que le prix de ce tra-
vail doit être uniforme pour tous les
citoyens d'une municipalité, lorsque les
chemins d'hiver sont à la charge de la
municipalité, et le contraire serait com-
mettre une injustice grave vis-à-vis des
contribuables surchargés.

Nous considérons que notre correspon-
dant, s'il est intéressé, devrait porter la
chose devant le conseil afin que ses abus
soient punis ou du moins qu'ils ne se
répètent pas à l'avenir.

SUCCESSION.—(Réponse à E. R.)—
Q. Il y a quelques années, un père lé-
guait tous ses biens à son fils, par testa-
ment, mais il imposait à son légataire uni-
versel certaines obligations envers une de
ses sœurs. Cet acte a été enregistré,
quelque mois après, son fils a fait patenter
la propriété à son nom.

Est-ce que le fait d'avoir fait patenter
la propriété à son nom libère le légataire
universel de ses obligations envers sa
sœur?

Ce légataire peut-il vendre la propriété
sans que ceux qui l'achètent soient en but
à des ennuis?

R. Il est évident que si un légataire
universel accepte la succession qui lui est
dévolue par testament il est tenu à toutes
les conditions contenues dans le testament
susdit. Conséquemment, il importe peu
que ce légataire fasse ou non patenter la
propriété à son nom, les personnes envers
qui il a des obligations du fait du testa-
ment, ont le droit de revenir contre lui et
le poursuivre personnellement s'il ne rem-
plit pas ses obligations envers elles.

Nous ne sommes pas prêts à dire, cepen-
dant, que le légataire universel n'a pas le
droit de vendre la propriété qu'il a reçue
de la succession, même si le testament lui
impose certaines obligations, à moins qu'il
soit dit dans l'acte que les propriétés qui
sont données au légataire universel sont
hypothéquées comme garantie des obliga-
tions qui lui sont imposées par le testateur.
Il nous faudrait prendre connaissance du
testament et des termes qu'il comporte
pour se prononcer sur ce point.

BREVETS
Liste des inventions requises par
les manufacturiers, et toute autre
information fournie gratuitement
sur demande.
**THE RAMSAY CO. Dépt.
S. F.**
273 rue Bank, Ottawa, Ont.

EST-CE TROP CHER ?

Ce qu'il en coûte à l'agriculteur pour
recevoir toutes les semaines de l'année

LE BULLETIN DE LA FERME

le meilleur journal pour le foyer et le seul hebdomadaire
agricole exclusivement dévoué aux intérêts des cultivateurs.

2 lbs de beurre à 37 1/2c.....	75c
ou	
4 11-16 lbs de fromage à 16c.....	75c
ou	
1 7-8 doz. d'œufs à 40c.....	75c
ou	
21 3-7 lbs fèves à 3 1/2c.....	75c
ou	
1/2 gall sirop d'érable à \$1.50.....	75c
ou	
2 1-4 lbs poulet, No 1 à 32c.....	75c
ou	
2 3-4 lbs poule No 1 à 26c.....	75c
ou	
3 lbs de canard No 1 à 25c.....	75c
ou	
5 lbs de vieux coq à 15c.....	75c
ou	
2 1-16 lbs de laine lavée No 1 à 32c.....	75c
ou	
3 lbs de laine non lavée à 26c.....	75c
ou	
5 lbs de lapin vivant à 15c.....	15c
ou	
6 lbs de veau abattu engraisé au lait à 12 1/2c.....	75c
ou	
7 1/2 lbs de veau abattu No 3 à 10c.....	75c
ou	
5 3-4 lbs de porc frais No 1 à 13c.....	75c
ou	
1 1-4 minot de patates à \$1.00 le sac.....	75c
ou	
6 1-4 doz. de paquets d'oignons à 12c.....	75c
ou	
6 1-4 doz. de paquets de carottes à 12c.....	75c

Croirait-on, après cela, qu'il est encore des cultivateurs qui négligent de
s'abonner au Bulletin?

C'est sans doute inadvertance, ou parce que l'occasion leur manque.

Pour leur faciliter cette occasion nous publions ci-après, et tout expresse-
ment à leur intention un blanc-seing qu'ils n'auront désormais qu'à remplir.

On n'hésitera plus à ce faire lorsque l'on aura lu ce que disaient dernière-
ment sous la signature de Rural "Les Missions Franciscaines," savoir:

"La Province de Québec, ou pour mieux dire le Canada français et catholi-
que est donc enfin dotée d'une revue hebdomadaire des choses de l'agriculture,
des intérêts de la ferme et du foyer".

"C'est la réflexion qui nous vient à l'esprit chaque fois que nous parcourons
cet intéressant magazine, qui nous arrive tous les jeudis et dont la rédaction est
simple, sans prétention, gaie mais substantielle et pratique, à la portée de tous
enfants.

Chacune des livraisons comporte de 24 à 36 pages, dont quelques-unes illus-
trées et toutes remplies de matières intéressantes, surtout pour les classes rurales
villageoises ou agricoles. Ce qui étonne, c'est la modicité du prix de l'abonne-
ment: 75 sous par an seulement—un sou et demi par semaine.

Nous ne trouvons au BULLETIN DE LA FERME qu'un tort. Il néglige
trop de faire connaître ses mérites au public de la campagne.

Sa circulation serait vite décuplée s'il se donnait la peine de l'annoncer
auprès de qui de droit.

A tout événement, nous souhaitons encore de nombreux succès à cet utile
et quasi-indispensable revue de la ferme et du foyer.

COUPON d'abonnement pour vous ou pour votre voisin.

Date.....
Le Bulletin de la Ferme,
Québec.
Inclus la somme de 75c, en bon poste pour l'abonne-
ment à votre journal que vous adresserez à
Nom.....
Bureau de Poste.....
Cité..... Prov.....